

GÉOGRAPHIE Thème 4 .Gérer les espaces terrestres
Question 1 Les risques

Étude de cas - Le Japon et les risques

1. A quels risques sont exposés les Japonais? Quelles régions sont particulièrement exposées? (Doc.1)
2. Les risques n'ont-ils eu qu'un impact local? Que se produit-il avec l'éloignement? (Doc.2)
3. Caractérissez les dommages de la catastrophe du 13 mars 2011 au Japon. (Docs 3 & 4)
4. Relevez et classez les facteurs de vulnérabilité au Japon. (Docs 1, 5, 6 & 7)
5. Identifiez et classez les mesures de prévention des risques au Japon. (Doc.6 & 8)
6. Identifiez et classez les limites de la prévention des risques au Japon. (Doc.8)

Leçon 1 - L'exposition aux risques naturels et technologiques

PROBLÉMATIQUE
QUELS RISQUES MENACENT LES SOCIÉTÉS?

NOTIONS
 aléa, risque, risque majeur, naturel, climatique, lithosphérique, technologique, sanitaire

Leçon 2 - L'inégale vulnérabilité des sociétés.

PROBLÉMATIQUE
POURQUOI LA VULNÉRABILITÉ DES SOCIÉTÉS EST-ELLE DIFFÉRENTE, INÉGALE?

NOTIONS
 vulnérabilité, risque majeur, résilience, catastrophe

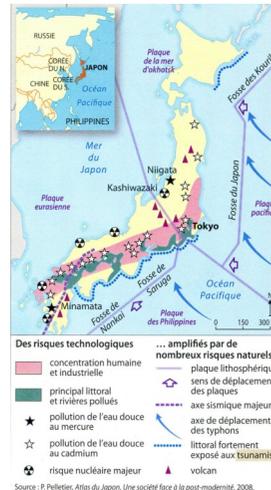
Leçon 3 - Quelle protection face aux risques?

PROBLÉMATIQUE
COMMENT LES SOCIÉTÉS SE PROTÈGENT-ELLES FACE AUX RISQUES MAJEURS?

NOTIONS
 prévention, principe de précaution

Méthodologie - La composition

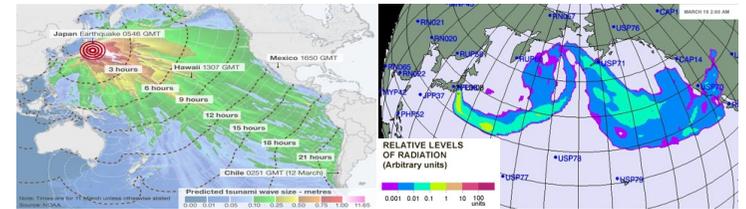
Sujet : La gestion des risques en pays développés.
 Rédiger l'introduction, le plan détaillé et la conclusion



Doc.1. Les risques au Japon



Doc.7. Exercice d'évacuation d'un gratte-ciel antisismique à Tokyo



Doc.3. Le Japon a estimé à 309 milliards de dollars la reconstruction du pays après le séisme de magnitude 9 et le tsunami du 13 mars. Ce coût représente près de 6% du PIB du Japon en 2010 et est l'estimation la plus élevée à ce jour. Selon la Banque mondiale, le Japon nécessitera jusqu'à 5 ans pour reconstruire et se remettre des dommages causés. Les destructions sont considérées comme la pire crise qu'ait vécu le pays depuis la Seconde guerre mondiale. Le bilan confirmé des victimes du séisme et du tsunami s'élève à 9079 décès et 12645 portés disparus. d'après BBC News, 23 mars 2011

Japon : 127 millions d'habitants PIB : 4 923 milliards de dollars			Bangladesh : 156 millions d'habitants PIB : 82 milliards de dollars		
Type de catastrophes et date	Nombre total de personnes affectées	Valeur des dégâts (en milliards de dollars)	Type de catastrophes et date	Nombre total de personnes affectées	Valeur des dégâts (en milliards de dollars)
Inondation (septembre 2000)	360 110	7,4	Inondation (septembre 2000)	2 467 138	0,5
Inondation (Juillet 2004)	25 807	1,9	Inondation (Juin 2004)	36 000 000	2,2
Cyclone (Octobre 2004)	84 792	2,3	Inondation (Juillet 2007)	771 380	0,1
Séisme (Octobre 2004)	62 183	28	Séisme (Novembre 2007)	8 978 541	2,3
Séisme (Juillet 2007)	14 000	12,5	Cyclone (Mai 2009)	3 935 341	0,27

Doc.4. Les dommages comparés au Japon et au Bangladesh

Doc.6. Le Japon est certainement l'un des pays les mieux préparé en cas de catastrophe naturelle et la gestion des risques est directement assurée par le cabinet du Premier ministre. La recherche scientifique en relation avec les risques naturels est très avancée et très coordonnée. Les phénomènes naturels sont surveillés par des réseaux d'observation étendus. Ce système de prévention très complet se présente sous plusieurs volets complémentaires: préparation de plans d'urgence en cas de désastre, mesures structurelles (règles de conception parasismiques très strictes, ouvrages limitant l'étendue des dommages), préparation et information des habitants, plans de reconstruction, mise au point de systèmes de communication opérationnel en cas de crises. Ambassade de France au Japon, Service pour la Science et la technologie, www.ambafrance-jp.org

Doc.8. En 2002, des révélations sur 20 ans de falsifications de rapports d'inspection faisant état de fissures ou de corrosions sur les enveloppes entourant les réacteurs avaient contraint la direction de Tepco (Tokyo Electric Power) à démissionner. En 2007, après qu'un séisme de magnitude 6.8 a endommagé une de ses plus grandes centrales nucléaires, Tepco est accusée d'avoir tardé à donner des informations précises sur l'incendie et la fuite radioactive qui ont suivi. Les autorités locales demandent l'arrêt de la centrale et son inspection : 67 anomalies seront relevées. Les déficits financiers de Tepco et la baisse de capacité de production que représentait la centrale ont pourtant convaincu le gouvernement d'accepter son redémarrage à partir de 2009. Malgré les résistances de certaines autorités locales et des associations anti-nucléaires, au nom de l'indépendance énergétique du pays et grâce à quelques arrosages financiers, les gouvernements successifs ont laissé faire. Dominique Sicot, L'Humanité-Dimanche, 31 mars-6 avril 2011.